



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Préfecture  
Direction de la réglementation et des élections  
Bureau de l'environnement et des Enquêtes publiques**

**Arrêté de mise en demeure**

**Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V.;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire et « consolidé » n° 2012048-0008 du 17 février 2012 réglementant l'ensemble des installations exploitées par la société Valomat Chemin des Graviers aux Moines, Ferme des Grésillons à Triel sur Seine ;

**Vu** le rapport du 12 février 2013 par lequel l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite des installations le 30 janvier 2013, l'inobservation de certaines dispositions imposées par l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 précité ;

**Considérant** que la hauteur des mâchefers stockés est supérieure à la hauteur autorisée par les prescriptions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 précité ;

**Considérant** que la quantité de mâchefers stockés sur la plate forme est supérieure à la quantité autorisée par les prescriptions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 susvisé ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

**Arrête**

**Article 1er :** La société VALOMAT, dont le siège social est situé 26 avenue des Champs Pierreux - 92022 NANTERRE, est mise en demeure, dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter, pour l'exploitation de la plate-forme de traitement des mâchefers sise à Triel-sur-Seine, les prescriptions des articles 8.1.5 et 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n° 2012048-0008 du 17 février 2012 et d'en transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.

**Article 2** : si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

**Article 3** : délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Versailles. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 4** : le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire de Triel sur Seine, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 25 FEV. 2013  
Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe CASTANET